

S.B.15.11.A.2.- DP

8.XI.54  
 d'accord que nous laisserons  
 les choses en l'état, pour  
 le moment.

10.11. n.p.

H. J. <sup>8.12.11.</sup> ~~Peard~~ 2.11.  
 und retour an H. J. ~~Stinner~~  
 11.XI

Note pour le Chef du Département

Allemagne orientale

I

Le 28 octobre, a paru dans le quotidien "Berliner Zeitung" (publié à Berlin Est) un article intitulé "Die Schweiz und wir" qui a été brièvement commenté dans plusieurs journaux suisses (voir annexes).

L'article prétend qu'une grande partie de la population suisse s'intéresserait à la République démocratique allemande et aux relations de la Suisse avec celle-ci. Il relève que les journaux suisses ont posé comme condition du rétablissement de relations normales entre les deux pays la reconnaissance, par la RDA, des revendications suisses dans le domaine de la propriété et des intérêts financiers. Le journal berlinois se pose à cet égard la question suivante: "Pourquoi ne serait-ce pas possible d'examiner de telles prétentions dans des pourparlers bilatéraux entre représentants plénipotentiaires ainsi qu'il est coutume de le faire?".

L'article doit être considéré, en somme, comme une tentative des autorités allemandes - qui l'ont certainement inspiré - de nous inciter à reprendre les entretiens interrompus au printemps dernier. Ceci ressort clairement du dernier alinéa de l'article qui, après avoir fait une brève allusion à ces pourparlers, conclut en ces termes: "Un succès ne peut être obtenu dans des négociations entre Etats que si les deux parties en ont la volonté. Tous les journaux suisses ne semblent pas en être convaincus. Reste à savoir quelle sera l'attitude du gouvernement helvétique".

II

La question se pose de savoir si ce ballon d'essai est susceptible de nous faire modifier notre attitude de mutisme actuelle envers la RDA. Il faut se rendre compte, tout d'abord, qu'une reprise des pourparlers officiels



ne saurait être envisagée que si nous sommes décidés à aller, cette fois-ci, jusqu'au bout; une troisième prise de contact qui échouerait risquerait en effet d'exposer nos compatriotes en Allemagne orientale à des représailles sévères alors que leur situation actuelle ne cause point de soucis, et ceci précisément parce que les autorités allemandes, isolées qu'elles sont du monde occidental, mettent tout en oeuvre pour "faire bonne impression". Ceci dit, nous croyons devoir relever ce qui suit:

1) Il est fort peu probable que nous obtenions, dans des négociations bilatérales, des résultats en faveur de nos revendications matérielles envers l'Allemagne orientale. L'allusion du journal allemand citée ci-dessus semble bien contenir une vague promesse mais qui ne pourra en aucun cas être tenue par les autorités allemandes. En effet, il est précisé dans une autre partie de l'article qu'on ne saurait exiger de la RDA qu'elle abroge une grande partie des lois promulguées depuis 1949. Or, tant que ces lois demeureront en vigueur, les négociateurs allemands pourront toujours réfuter nos justes revendications, ainsi qu'ils l'ont déjà fait lors des pourparlers de Berlin (1952). Les journaux suisses avaient donc parfaitement raison lorsqu'ils posèrent comme condition d'un succès hypothétique de nos négociations qu'un certain nombre de lois allemandes, qui sont en contradiction flagrante avec nos principes de droit en matière de propriété, fussent abrogées.

2) Les chances de succès de nouvelles négociations sont donc minimes, tout au moins en ce qui concerne une reconnaissance formelle de nos revendications immobilières et financières. D'autre part, les raisons invoquées naguère par la Division du commerce et le "Vorort" contre une reprise de négociations avec la RDA en vue d'arriver à un modus vivendi (sans reconnaissance formelle) n'ont rien perdu de leur valeur. Il y a lieu de relever, au surplus, que les Etats occidentaux - notamment les Etats-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et la République fédérale de Bonn - considèrent toujours avec une certaine méfiance tout acte susceptible d'augmenter le prestige de la RDA. (On nous a souvent fait des remarques, tout dernièrement encore, sur la solidarité occidentale telle que la souhaiteraient les gouvernements en question.)

3) On parle de nouveau, ces temps-ci, de négociations à quatre qui pourraient aboutir à un règlement du problème allemand. Nous estimons cependant qu'une réunification des deux Allemagne est fort peu probable pour l'instant; nous croyons d'autre part que le moment serait mal choisi de

- 3 -

reprendre l'étude d'un modus vivendi avec l'Allemagne orientale, tant que subsiste la possibilité d'une réunion des quatre ministres des affaires étrangères et tant que le résultat de leurs délibérations n'est pas connu. Signalons encore que le chef de notre délégation à Berlin partage cette opinion.

Berne, le 8 novembre 1954.

21

Annexes mentionnées.

An der  
(DDR)

## Normale Beziehungen zwischen Ostdeutschland und der Schweiz?

PA

Berlin, 29. Oktober  
(DPA). Die in Ostberlin erscheinende

«Berliner Zeitung» tritt am Donnerstag in einem Leitartikel für die Herstellung normaler Beziehungen zwischen Ostdeutschland und der Schweiz ein.

Der Artikel knüpft an Schweizer Presseäußerungen an, in denen beklagt worden sei, man könne die gegenwärtige Lage nicht als normal bezeichnen, da die Westberliner Vertretung der Schweiz nicht bei der Regierung der Deutschen Demokratischen Republik akkreditiert sei. Die der SED nahestehende Zeitung wendet sich gegen «einseitige Bedingungen an die DDR», die in Schweizer Zeitungen als Grundlage für normale Beziehungen aufgestellt worden seien. So fordere eine Schweizer Zeitung, die Deutsche Demokratische Republik müsse «einen großen Teil ihrer seit 1949 erlassenen Gesetze aufheben». Der Verfasser eines solchen Artikels besitze eine «seltsame Auffassung von Respekt vor dem Wollen und Wirken anderer Völker», meint die «Berliner Zeitung». Das Blatt unterstreicht, die Gesetzgebung der DDR sei «ureigenste Angelegenheit unserer Bevölkerung». Es sei energisch abzulehnen, über Bedingungen zu debattieren, «die an den Grundlagen unserer Republik rütteln».

Als zweite Bedingung nenne eine Schweizer Zeitung eine «Serie von schweizerischen An-

sprüchen in Eigentums- und Vermögensfragen». Es sei eine alte Gepflogenheit, derartige Ansprüche in beiderseitigen Verhandlungen bevollmächtigter Vertreter zu klären.

Die «Berliner Zeitung» erinnert daran, daß Vertreter der Sowjetzone im vergangenen Frühjahr «bei nicht offiziellen Gesprächen mit Schweizer Vertretern» ihre Bereitwilligkeit zur Herstellung normaler Beziehungen zwischen beiden Staaten geäußert hätten.

**Bei den angetönten «einseitigen Bedingungen an die DDR» handelt es sich offenbar um den von der Schweiz verlangten und von jedem zivilisierten Staate gewährten Schutz fremder Staatsangehöriger und ihres Eigentums vor willkürlicher Behandlung, der in den Staaten hinter dem Eisernen Vorhang leider keine Selbstverständlichkeit ist.**

Es ist durchaus begreiflich, daß unsere Behörden die Frage der Aufnahme normaler Beziehungen zur DDR nicht überstürzen wollen und die de jure-Anerkennung des ostdeutschen Staates davon abhängig machen, ob in ihm unsere Mitbürger im Genuß der einfachsten rechtsstaatlichen Garantien sind. Es ist für die im ostdeutschen Staate bestehenden Verhältnisse bezeichnend, daß dort ein solches Verlangen nach Garantien Anstoß erregt.

au dossier

15.11.54

## Le problème des relations entre l'Allemagne de l'Est et la Suisse

(DPA) — La *Berliner Zeitung*, publiée à Berlin-Est, a publié, jeudi, un article de fond en faveur de l'établissement de relations normales entre l'Allemagne de l'Est et la Suisse.

L'article relate des opinions de la presse suisse, qui déplorent qu'on ne puisse qualifier de normale la situation présente, car la représentation à Berlin-Ouest de la Suisse n'est pas accréditée auprès de la République démocratique allemande.

Le journal, proche des milieux du parti socialo-communiste unifié, s'élève contre les « conditions unilatérales à l'égard de la République démocratique allemande » que les journaux suisses auraient posées pour l'établissement de relations normales. C'est ainsi qu'un journal suisse déclare que la République démocratique « devrait abroger une grande partie des lois qu'elle a promulguées depuis 1949 ». L'auteur d'un tel article a une « curieuse conception du respect de la volonté et de l'action des autres peuples », estime la *Berliner Zeitung*.

Le journal affirme que la législation de la République démocratique est « l'affaire exclusive de sa population. Il convient de se refuser énergiquement à débattre de conditions qui touchent aux fondements mêmes de notre république ».

Comme deuxième condition, le journal suisse cite une « série de prétentions dans le domaine de la propriété et des biens ». La coutume veut que de telles prétentions soient examinées dans des pourparlers bilatéraux, par des représentants plénipotentiaires.

La *Berliner Zeitung* rappelle, à ce propos, qu'au printemps dernier, « lors de conversations officieuses avec des représentants de la Suisse », des représentants de la zone soviétique avaient exprimé leur disposition à l'établissement de relations normales entre les deux Etats.

## Die Schweiz und wir

Wenn wir an die Schweiz denken, dann sehen wir vor uns die schönen Berge und Seen, dann denken wir an die Schweizer Qualitätsarbeit und vielleicht auch an Genf und andere Städte, in denen große internationale Tagungen auf dem Gebiete der Kunst, Wissenschaft, des Sports wie der Politik stattgefunden haben. Andererseits ignorieren auch die Schweizer nicht mehr die Deutsche Demokratische Republik. Gerade in den letzten Monaten hat sich ihre Presse wiederholt mit der Schilderung unseres Lebens beschäftigt. Das geschah manchmal in recht entstellter Form. Trotzdem ging aus den Veröffentlichungen hervor, daß breite Kreise der Schweizer Bevölkerung sich sowohl für die DDR wie für die Beziehungen zwischen beiden Staaten interessieren.

Bei uns leben zahlreiche Schweizer Bürger, die ihren Beitrag zum friedlichen demokratischen Aufbau leisten und an deren Betreuung die Schweizer Regierung interessiert ist. Es besteht ein lebhafter Personenverkehr zwischen der Schweiz und der DDR. Handelsbeziehungen und kulturelle Verbindungen haben sich ebenfalls entwickelt. Es gibt also mannigfache gemeinsame Interessen zwischen den beiden Staaten. Unbestritten haben die Völker beider Länder eine friedliche Gesinnung und gegenseitige Achtung.

Schweizer Zeitungen klagen darüber, man könne die jetzt bestehende Lage nicht als normal bezeichnen, da die Westberliner Vertretung der Schweiz bei der Regierung der DDR nicht akkreditiert sei, so daß „die gegenwärtige Situation für die Mitglieder der Schweizer Delegation in Westberlin insofern etwas ungenehm ist“, weil ihnen als Reiseweg angeblich nur die amerikanische Luftbrücke zur Verfügung stehe. Darauf kann man nur erwidern, daß es den Mitgliedern der Delegation freisteht, für Durchreisen durch die DDR die erforderlichen Visa zu beantragen. Wie alle anderen Schweizer Bürger, die davon Gebrauch machen, werden sie diese erhalten. Aber sie zieren sich, wie es in einem der Schweizer Artikel heißt, „beim Außenministerium der DDR in der Luisenstraße vorzusprechen“. Nun, durch die Herstellung normaler Beziehungen zwischen den beiden Ländern könnte auch dem abgeholfen werden.

Diese Lösung drängt sich auch der Schweizer Presse auf, weil sie zweifelsohne von allen interessierten Schweizer Bürgern als die einzig richtige angesehen wird. Eines der Blätter schlägt nun aber nicht einfach vor, wie es jeder vernünftige Mensch erwartet, beide Regierungen sollten recht bald normale Beziehungen herstellen. Nein, das Blatt stellt einseitige Bedingungen an die DDR.

Zunächst müsse die DDR „einen großen Teil ihrer seit 1949 erlassenen Gesetze aufheben“. Der Verfasser eines solchen Artikels besitzt eine seltsame Auffassung von Respekt vor dem Willen und Wirken anderer Völker! Die Gesetze unserer Republik sind Gesetze aller Bürger der DDR. Sie haben diese Gesetze als eine Grundlage für den friedlichen Aufbau eines neuen und schöneren Lebens geschaffen. Diese Gesetze sind unantastbar.

Was würde die Schweizer Presse wohl dazu sagen, wenn die „Berliner Zeitung“ der Schweizer Regierung empfehlen würde, die Gesetzgebung der Schweiz auf die unsere abzustimmen, weil wir normale Beziehungen zwischen beiden Staaten davon abhängig machten? Mit Recht würde sie empört sein, daß wir uns in innerschweizer Angelegenheiten einmischen würden. So ist auch die Gesetzgebung der DDR ur-eigenste Angelegenheit unserer Bevölkerung. Die Schweizer Blätter und ihre etwaigen Hintermänner werden entschuldigen, wenn wir es energisch ablehnen, über „Bedingungen“ zu debattieren, die an den Grundlagen unserer Republik rütteln.

Als zweite Bedingung verlangt eine Zeitung, eine Serie von schweizerischen Ansprüchen in Eigentums- und Vermögensfragen anzuerkennen. Darauf kann man nur antworten, daß es eine alte Gepflogenheit ist, derartige Ansprüche in beiderseitigen Verhandlungen bevollmächtigter Vertreter zu klären. Warum sollte das nicht möglich sein?

Seit ihrem Bestehen hat die Regierung der DDR ihre Bereitschaft zur Herstellung von normalen Handels-, Konsular- und diplomatischen Beziehungen zu allen Staaten zum Ausdruck gebracht. Das entspricht der Politik des Friedens und der gutnachbarlichen Beziehungen, die wir Deutschen der DDR zu allen Völkern der Welt herstellen wollen. Aber derartige Beziehungen können nur auf der Grundlage des Prinzips der gegenseitigen Achtung und Anerkennung der Souveränität und der Nichteinmischung in die inneren Angelegenheiten des anderen Staates geschaffen werden.

Im vergangenen Frühjahr haben Vertreter der DDR bei den geführten nichtoffiziellen Gesprächen mit Schweizer Vertretern ihre Bereitwilligkeit zur Herstellung normaler Beziehungen zwischen beiden Staaten Ausdruck verliehen. Das entspricht den beiderseitigen Interessen. Aber ein Erfolg kann bei Verhandlungen nur dann erzielt werden, wenn beide Partner den Willen dazu haben. Das scheint nicht bei allen Schweizer Zeitungen der Fall zu sein. Bleibt die Frage offen, welche Stellung die Schweizer Regierung einnimmt.

H. B.